



Le 20 janvier 2022

Déclaration intersyndicale CSEC du 20 janvier 2022

Alors que la flambée des prix de l'énergie est au cœur de la campagne électorale des présidentielles, le Gouvernement vient de décider d'offrir 20 TWh de plus aux fournisseurs dits alternatifs pour, dit-il ou croit-il, protéger une partie des consommateurs d'électricité d'une hausse vertigineuse du prix de leur facture.

Cette hausse, non conjoncturelle mais structurelle, est liée non seulement à une explosion de la demande en gaz au niveau mondial, à des éléments géopolitiques à l'échelle du continent européen, mais aussi et surtout à des choix délétères d'organisation d'un pseudo marché de l'énergie européen avec des règles absurdes répondant aux lois dites de la libre concurrence.

En faisant payer à EDF le prix de sa décision politique et électoraliste, le Gouvernement se rend coupable de la spoliation de l'entreprise, du Service public des français.

Depuis ces derniers jours, nombreux sont les observateurs qui utilisent ce mot de spoliation que le dictionnaire Larousse définit comme « action de déposséder par violence ou par ruse ».

Nous ne dirions pas « ou » mais « et » !

Par violence, au vu de la méthode employée et de l'imposition faite à EDF de brader plus du tiers de sa production sans avoir son mot à dire et d'amputer de 8 milliards d'euros le résultat brut de l'Entreprise (EBITDA) ce qui représente la moitié de ses investissements annuels.

Par ruse, car le Gouvernement veut faire croire au grand public, voire aux consommateurs professionnels et industriels plus avertis, que grâce à ce mécanisme, les prix seront maîtrisés. Les promesses n'engagent que ceux qui les croient car nul dispositif de contrôle ne s'applique aux concurrents d'EDF, qui vont grâce à cette manne inespérée reconstituer leurs marges, au détriment du supposé bouclier tarifaire vendu par le Gouvernement.

Quoi qu'il en soit, après l'épisode Herculéen de ces deux dernières années où le Gouvernement se faisait le bras armé des banques d'affaires et de l'Union Européenne pour mettre à genoux son électricien national et détruisant tout ce qui fait à la fois sa force, sa richesse et sa valeur, voici que ce même gouvernement n'hésite pas, par sa décision opportuniste en cette période électorale et irréfléchie, à fragiliser la capacité d'EDF à supporter les investissements dans la transition bas carbone... qu'il attend de l'entreprise. On ne peut pas en même temps lutter contre le réchauffement climatique et démanteler le service public.

Après le désaveu infligé à Hercule I (premier), grâce à la mobilisation des salariés, soutenus par le collectif d'élus politiques et une majorité de nos concitoyens, voici poindre Hercule le second, qui peut se saisir de la situation financière catastrophique dans laquelle est plongée EDF pour proposer, de nouveau, son démantèlement.

Car personne n'est dupe : cette politique court-termiste qui sacrifie EDF sur l'autel de la propagande électorale n'a pas les vertus qu'elle prétend offrir : dans la communauté des économistes, des voix commencent déjà à se faire entendre pour dire que cela ne protégera pas, ou que très temporairement, les consommateurs si la hausse des prix du marché se révèle plus structurelle que conjoncturelle, et que le remède sera pire que le mal car il fragilise l'industrie de production électrique à un moment où la Nation a le plus besoin d'elle.

Maintenant, si l'objectif du Gouvernement était réellement de protéger les consommateurs que sont les ménages et les entreprises de la crise des prix de l'énergie, pourquoi n'a-t-il pas décidé d'une baisse de la TVA sur l'électricité à 5,5 % comme pour tous les produits de première nécessité ? Pourquoi ne pas prendre des dispositions protectrices pour les électro intensifs, et ainsi contribuer à maintenir voire relocaliser les industries durement touchées par la crise ?

Mais tout cela, le Gouvernement s'est bien gardé de l'envisager : il est tellement plus simple pour lui de faire payer à EDF les conséquences de la hausse des prix mondiaux du gaz et de son impact sur les marchés de l'électricité en disant au passage qu'EDF sera aidée par le relèvement de 42 à 46,2 € du MWh cédé aux concurrents !

L'éminent Président de la CRE déclarait même dimanche soir sur un plateau télévisé, faisant mine de ne pas connaître la réalité de la situation ni la constitution d'un compte de résultats, que le coût de 8 milliards d'€ pour EDF ne serait pas si grave puisque cela viendrait diminuer une marge annuelle de 18 milliards. Ce faisant, il a, à notre avis, volontairement confondu devant son auditoire la notion d'EBITDA avec celle de résultat net. Mais à ce niveau de responsabilité et avec un tel CV, ce ne peut pas être de l'incompétence mais plutôt de la complaisance envers le Gouvernement.

Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons pas nous résoudre à ce qu'EDF soit le dindon de la farce et l'esclave public des concurrents privés

Les salariés d'EDF n'acceptent pas de travailler pour enrichir leurs concurrents du secteur privé, avec pour seul horizon un appauvrissement de l'entreprise et la mécanique diminution des effectifs qui en découlent. Attachés à leur entreprise et au service public, le plus grand nombre réagit aujourd'hui avec colère et dégoût.

Sauront-ils en cette période de périlleux équilibre entre offre et demande d'électricité garder les nerfs assez solides pour faire passer le sens de leur mission chevillé au corps avant la légitime défense de leurs intérêts ?

A l'appui des mobilisations des salariés et la prise de conscience des citoyens qui paient lourdement la note de ces choix politiques l'intersyndicale **qui a fortement contribué à éloigner le spectre d'Hercule, va tout mettre en œuvre pour que cette décision irresponsable et électoraliste ne soit pas la manœuvre de trop qui fragiliserait définitivement EDF et la conduirait, à un reformatage en règle qui relèverait plus du dépeçage que d'une refondation du service public au bénéfice du pays, de la transition énergétique, de l'intérêt général, de la réindustrialisation, des consommateurs et des salariés.**

Aussi nous appelons tous les salariés d'EDF à se mobiliser le 26 janvier prochain pour stopper le saccage d'EDF, défendre la survie de notre entreprise et de ses personnels dans l'intérêt collectif de la Nation et des consommateurs !